



COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 21 janvier 2025

L'Agence Bio menacée : un vote incompréhensible

Les sénateurs viennent d'adopter un amendement visant à supprimer l'Agence Bio et à transférer ses missions à FranceAgriMer ou au ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire. Jeunes Agriculteurs et la FNSEA déplorent que l'amendement adopté n'ait fait l'objet d'aucune consultation préalable des organisations professionnelles agricoles. C'est regrettable en termes de méthode alors qu'une réflexion plus transversale sur le rôle de l'ensemble des Agences serait certainement utile. Nous le déplorons également sur le fond, alors que l'agriculture biologique traverse une période de grandes difficultés économiques et structurelles.

En effet, il est indispensable de préserver les moyens qui lui sont dédiés et d'accompagner les filières bio et les agriculteurs qui s'engagent dans cette voie. Ces femmes et ces hommes, présents sur l'ensemble du territoire et dans toutes les productions, ont besoin de soutien, pas d'un affaiblissement supplémentaire.

Accompagner l'agriculture biologique, au-delà des soutiens directs aux producteurs, c'est aussi œuvrer au développement et à la promotion de cette filière. La remettre en cause aujourd'hui, c'est fragiliser encore davantage une filière déjà sous tension.

Rappelons que notre souveraineté alimentaire en bio est déjà menacée, avec 30% de notre consommation reposant sur des importations, et que les prix payés aux producteurs bio ne couvrent pas leurs coûts de production en raison d'une consommation en berne.

Plus globalement, Jeunes Agriculteurs et la FNSEA déplorent le coup de rabot de 285 millions d'euros sur le budget agricole mis en discussion au Sénat. Nous demandons au Gouvernement et aux Parlementaires de conserver un budget fort afin d'être en capacité d'accompagner les agriculteurs de façon adaptée, en particulier dans les secteurs en crises et de reconstruire notre souveraineté alimentaire.